

Une pandémie plus tard toujours rien pour le secteur du social et du médico social

L'État après nous avoir nommé les premier.es de cordées a pour certain.e donné quelques miettes que sont les 183 € pour mieux diviser le mouvement social face à celles et ceux qui n'ont pas eu ses miettes. Nous ne serons pas divisé.e.s et

Nous constatons qu'à l'aune d'une 5^e vague, des lits d'hôpitaux ont continués à « disparaître » probablement pour que l'argent économisé puisse aller dans les poches des plus riches ou dans d'autres corps de métier qui organise une répression non négligeable des mouvements sociaux actuels. Si cette pandémie a mise une chose en évidence c'est que nos secteurs d'activités ont été largement exposés et pour autant nos métiers sont toujours autant méprisés par l'État.

Nous constatons :

- Le manque de personnel aggravé par le non remplacement de personnel
- Un recours surdéveloppé à l'interim avec parfois des personnes non formées
- Une volonté de dégrader nos conventions collectives en les nivelant par le bas.
- La perte de prime décentralisée dans la convention collective 51
- Des salaires qui ne seront plus calculés à partir des niveau de qualification et des diplômes mais qui dépendront de point de compétence et de l'appréciation des directeurs.trices

Nous exigeons :

- Un salaire minimum de 1700 €
- Une augmentation de 400€ net/mois des rémunérations pour tous et toutes, dans le publics comme dans le privé
- La fin de l'individualisation de nos carrières et de la course à la rentabilité
- La rémunération des étudiant.e.s et travailleur.euse.s en formation
- L'augmentation des capacité de formations dans les secteurs du sanitaire, social, médico social et de l'animation
- Une augmentation immédiate des salaires pour l'ensemble des personnels soignants, techniques et administratif de la santé, du social et du médico social de 400€ net mensuel, soit une augmentation de l'indice de 80 points dans la Fonction Publique Hospitalière
- Une carrière avec une évolution linéaire et sans barrage pour toutes les agent.e.s et salarié.e.s de la santé, du social et du médico social dans le public comme le privé

Nous serons tous et toutes en grève le 7 décembre

Rendez vous à 14h devant le conseil général à Gap